



Independent observer
of the Global Fund

LE FONDS MONDIAL ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SAUVENT LES VIES DE 40 000 VÉNÉZUÉLIENS. ENNES

Le Venezuela, pays où se trouvent les plus grandes réserves de pétrole au monde, est plongé dans une situation d'urgence humanitaire complexe en raison de mauvaises décisions qui ont entraîné une récession économique de plus de cinq ans, un taux de chômage élevé, une hyperinflation et des crises politiques, sociales et institutionnelles. De plus, l'impact de la COVID-19 a rendu le pays extrêmement vulnérable.

En octobre 2019, le Venezuela était considéré comme l'un des pays les moins préparés à réduire la propagation d'épidémies et de pandémies : le rapport de l'[Indice mondial de sécurité sanitaire](#) (GHSI) le classait au 176^e rang sur 195 pays. Même avant la COVID-19, l'accès à l'eau potable dans ses établissements de santé était sporadique, voire inexistant. Cela a entravé la mise en œuvre de protocoles d'hygiène adéquats, augmentant le risque d'infections intra-hospitalières. En 2019, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), qui fait partie de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a évalué les conditions concernant l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène dans 17 hôpitaux. Elle a constaté que 88,3 % des hôpitaux évalués présentaient des conditions hygiéniques et sanitaires à risque élevé pour la santé de leurs utilisateur(-trice)s. L'évaluation a également [révélé](#) que 70,6 % des services de santé et 94 % des points de lavage des mains n'étaient pas fonctionnels. De plus, la gestion des déchets hospitaliers était généralement inadéquate.

Les personnes vivant avec le VIH ne sont pas épargnées par ces difficultés; elles représentent l'un des groupes les plus vulnérables à cette situation complexe d'urgence humanitaire. Tous les aspects de la lutte contre le VIH sont affectés, y compris la prévention, les soins, les traitements, la surveillance épidémiologique, les droits de la personne, le suivi et l'évaluation. À l'heure actuelle, seuls les traitements se poursuivent, avec le soutien d'organisations internationales (en particulier le Fonds mondial de lutte

contre le sida, la tuberculose et le paludisme).

Investissement de 11 millions \$ du Fonds mondial dans les soins pour le VIH

Le Fonds mondial a approuvé un octroi de 11 millions \$ pour le Venezuela. Il a fourni des traitements salvateurs contre le VIH, la tuberculose (TB) et le paludisme et a contribué à l'achat de produits de base et aux efforts d'organisations de la société civile pour surveiller et documenter leur livraison. Le Fonds mondial est la principale source de financement des traitements antirétroviraux (ARV) et des médicaments contre la TB dans ce pays. Sans ces fonds, le nombre de décès liés à la TB et au VIH augmenterait, car le gouvernement national refuse d'acheter des produits de santé.

Le financement versé au Venezuela est le fruit des efforts conjoints de surveillance et de plaidoyer de personnes vivant avec le VIH, sous la direction du Réseau vénézuélien des personnes séropositives (RVG+), d'Acción Ciudadana Contra el Sida (ACCSI) et d'autres organisations locales et internationales, notamment le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO), l'AIDS Healthcare Foundation (AHF) et Aid for AIDS, avec l'appui de militant-es régionaux(-ales) clés des délégations auprès du Conseil du Fonds mondial, de l'OPS et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

Au départ, les partenaires de la société civile vénézuélienne se sont concentrés sur le suivi de l'administration du traitement antirétroviral à base de ténofovir, de lamivudine et de dolutégravir (TLD) financé par le Fonds mondial. Ils ont éventuellement élargi leur champ d'action à l'ensemble de la réponse au VIH, ce qui démontre la complexité de la situation au pays et l'importance d'un suivi social des services de santé.

Quarante-cinq moniteur(-trice)s et navigateur(-trice)s dans 20 États réalisent des interviews et des observations directes de services du système de santé publique. S'il obtient des ressources additionnelles, le groupe pourrait surveiller les services de traitement de la TB en 2021. Des informations sont recueillies auprès de trois sources principales : les personnes vivant avec le VIH et leurs familles; le personnel de santé travaillant dans des pharmacies d'ARV, des cliniques VIH et d'autres services de santé; et le personnel de santé travaillant dans les unités de coordination régionale du sida d'États sélectionnés. C'est ainsi que des membres de la société civile ont pu apprendre combien de personnes recevaient un traitement, documenter les défis et les obstacles rencontrés dans la distribution, y répondre rapidement et fournir le TLD.

Défis persistants – manque de services pour les personnes vivant avec le VIH pendant la COVID-19

Les travaux de suivi et de documentation réalisés entre janvier et juillet 2020 par l'ACCSI et la RVG+ démontrent toutefois que de nombreux défis persistent :

- Avant la COVID-19, toutes les consultations sur le VIH et les pharmacies d'ARV étaient en fonction le matin, les jours de semaine. Cependant, ces services de santé ont été affectés par des perturbations constantes de l'eau courante, de l'électricité et des services de communication (téléphone et Internet); la diminution du nombre de médecins, d'infirmier(-ère)s et d'autres travailleur(-euse)s de la santé; la détérioration des infrastructures; et l'obsolescence et l'endommagement d'équipements, entre autres.
- Les mesures officielles pour réduire la COVID-19 (quarantaine, restrictions de mouvement et autres) ont affecté la disponibilité des services de traitement du VIH. Cela a touché un nombre important de personnes vivant avec le VIH, qui n'ont plus accès aux consultations VIH et aux pharmacies délivrant des ARV.
- Certains ARV de rechange ont été achetés grâce aux dons du Fonds mondial et commencent à arriver au pays, mais la COVID-19 a nui à la livraison de ces régimes de remplacement, entraînant une pénurie de près de 70 % (et dans certains cas, de 100 %) des autres types d'ARV (non-TLD).

- On observe une pénurie complète de certains médicaments pour le traitement d'infections opportunistes et de comorbidités chez les personnes vivant avec le VIH. Entre autres médicaments en rupture de stock, notons ceux destinés au traitement de complications respiratoires et cardiovasculaires, qui figurent parmi les cinq affections les plus répandues chez les personnes séropositives.
- Jusqu'à récemment, l'absence de tests de charge virale et d'autres tests de suivi continuait d'affecter négativement la santé et la vie de milliers de Vénézuélien-nes vivant avec le VIH. Toutefois, les ressources du Fonds mondial ont permis d'acheter 25 000 tests de charge virale, qui ont été reçus mais ne sont toujours pas utilisés.
- Le manque de substituts du lait, de préparations pour nourrissons et de suppléments nutritionnels pour les nourrissons et enfants vivant avec le VIH et exposés à celui-ci continue de poser un défi pour la santé et la vie de certaines d'enfants au Venezuela.
- Enfin, les violations des droits de la personne sont omniprésentes et se poursuivent en toute impunité. Ces violations sont documentées dans le [rapport](#) de la mission d'enquête internationale indépendante sur le Venezuela. Cette dernière a constaté que le gouvernement, des agents de l'État et des groupes travaillant avec eux commettent des violations flagrantes s'apparentant à des crimes contre l'humanité. Les observateur(-trice)s et navigateur(-trice)s de la société civile n'en sont pas à l'abri; certain-es ont été menacé-es et détenu-es. Il a été documenté et signalé que des organisations qui fournissent des traitements et des soins aux personnes vivant avec le VIH sont la cible de harcèlement; on relate entre autres des cas où des forces policières spéciales ont confisqué des produits de santé (y compris des ARV) et détenu du personnel. L'exemple le plus récent est la saisie d'une cargaison d'ARV de l'organisation Aid for AIDS.

Il ne fait aucun doute que plus de 40 000 personnes vivant avec le VIH sont aujourd'hui en vie grâce à l'exception de financement consentie par le Fonds mondial et aux dons d'ARV, de médicaments et de fournitures venant d'organisations de coopération internationale. Toutefois, ces dons ne suffisent pas à combler les lacunes engendrées par cette crise humanitaire à la fois vaste et complexe.

La situation a été et continue d'être un processus d'apprentissage pour les organisations de la société civile. Les tâches de coordination, d'articulation, de réponse, de surveillance, de rapport et de plaidoyer ne sont pas sans difficulté, dans la situation actuelle au Venezuela. Cependant, le soutien financier du Fonds mondial continue d'y sauver des vies et l'impact de l'investissement dans la société civile est considérable.

*Mary Ann Torres est présidente du Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO)

**Alberto Nieves est de l'organisation Acción Ciudadana Contra el Sida (ACCSI)

***Eduardo Franco est du Réseau vénézuélien des personnes séropositives (RVG+)

[Read More](#)
